

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session**

Rome, 13-14 septembre 2006

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

**DON AU TITRE DU GUICHET PAYS SPÉCIFIQUE**

À

**L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR LE RIZ (IRRI)**

POUR LE

**PROGRAMME D'ACCÉLÉRATION DE L'ADOPTION DE TECHNIQUES AGRICOLES  
VISANT À RENFORCER LES MOYENS DE SUBSISTANCE EN MILIEU RURAL  
DANS LES DISTRICTS DÉFAVORISÉS DE L'INDE**

**Pour: Approbation**

---

## **Note à l'intention des Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Ganesh Thapa**

Économiste régional

tél.: +39-06-5459-2098

courriel: [g.thapa@ifad.org](mailto:g.thapa@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>RECOMMANDATION POUR APPROBATION</b>	<b>iv</b>
<b>I. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>1</b>
<b>II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA</b>	<b>1</b>
<b>III. PROGRAMME PROPOSÉ</b>	<b>2</b>
<b>IV. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROGRAMME</b>	<b>3</b>
<b>V. RÉSULTATS ET RETOMBÉES ESCOMPTÉS</b>	<b>4</b>
<b>VI. MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>5</b>
<b>VII. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME</b>	<b>6</b>
<b>VIII. RECOMMANDATION</b>	<b>6</b>
 <b>APPENDICES</b>	
<b>I. LIST OF 150 DISADVANTAGED DISTRICTS SELECTED BY THE PLANNING COMMISSION GOVERNMENT OF INDIA (LISTE DES 150 DISTRICTS DÉFAVORISÉS CHOISIS PAR LA COMMISSION DE PLANIFICATION DU GOUVERNEMENT INDIEN)</b>	<b>1</b>
<b>II. PROPOSED PROCESSING STEPS AND SCORING SYSTEM FOR THE CONSORTIA PROPOSALS UNDER COMPONENT 3 OF NAIP AND THE IFAD GRANT FACILITY (ÉTAPES DE DÉROULEMENT ET SYSTÈME DE NOTATION PROPOSÉS POUR LES PROJETS DES CONSORTIUMS DANS LE CADRE DE LA COMPOSANTE 3 DU PNIA ET DU MÉCANISME DE DON DU FIDA)</b>	<b>3</b>
<b>III. GOVERNANCE MECHANISM FOR NAIP IMPLEMENTATION (MÉCANISME DE GOUVERNANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PNIA)</b>	<b>6</b>
<b>IV. LOGFRAME (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>7</b>
<b>V. PROJECT COSTS (COÛTS DU PROJET)</b>	<b>10</b>



**SIGLES ET ACRONYMES**

GCIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICAR	Conseil indien pour la recherche agricole (Indian Council of Agricultural Research)
IRRI	Institut international de recherches sur le riz
PNIA	Projet national d'innovation agricole

**RECOMMANDATION POUR APPROBATION**

Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 19.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA  
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION  
DE DON AU TITRE DU GUICHET PAYS SPÉCIFIQUE**

À

**L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR LE RIZ (IRRI)**

**POUR LE**

**PROGRAMME D'ACCÉLÉRATION DE L'ADOPTION DE TECHNIQUES AGRICOLES  
VISANT À RENFORCER LES MOYENS DE SUBSISTANCE EN MILIEU RURAL  
DANS LES DISTRICTS DÉFAVORISÉS DE L'INDE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don à l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) pour le Programme d'accélération de l'adoption de techniques agricoles visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural dans les districts défavorisés de l'Inde, d'un montant de 1,0 million de USD pour une période de trois ans.

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. Les importants investissements publics dans des programmes d'irrigation et d'amélioration des technologies effectués par le Gouvernement indien au cours des trois dernières décennies se sont traduits par des augmentations sensibles de la production agricole, qui ont permis d'atteindre une autosuffisance alimentaire. Cette croissance est principalement imputable à l'augmentation de la production de riz et de blé, les deux plus importantes cultures alimentaires du pays. Le secteur s'est également diversifié, en particulier dans les domaines de l'horticulture et de l'élevage.

2. Toutefois, en dépit de ces progrès, les performances agricoles ont, ces dernières années, enregistré un ralentissement dans de nombreuses parties du pays. On constate d'importantes variations régionales dans les résultats de l'agriculture selon les régions et il conviendrait d'accélérer la croissance globale du secteur agricole, en particulier dans les zones non irriguées, qui comptent pour près de 70% des terres cultivées et dans lesquelles vit la majorité des ruraux pauvres d'Inde.

3. Les futurs efforts en vue d'accélérer la croissance du secteur agricole devront porter sur une augmentation de la productivité, de la rentabilité et de la compétitivité. Dans cette démarche, les secteurs nationaux de la recherche agricole et de la vulgarisation joueront un rôle important. Pour favoriser le développement de l'agriculture, la Banque mondiale apporte son assistance à l'Inde dans le cadre d'un nouveau projet intitulé Projet national d'innovation agricole (PNIA), qui aidera ce pays à exploiter ses importantes possibilités technologiques. L'objectif du PNIA est de contribuer à une transformation durable du secteur agricole indien qui favorise une réduction de la pauvreté et la génération de revenus, en accélérant la mise au point et l'application concertées d'innovations agricoles par les organismes publics de recherche, les agriculteurs, le secteur privé et les autres parties prenantes.

**II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA**

4. À la demande de la Banque mondiale et avec l'appui du Conseil indien pour la recherche agricole (Indian Council of Agricultural Research – ICAR), le FIDA envisage d'accorder un don en vue du financement de la participation de centres internationaux de recherche agricole et, en

particulier, des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCIAR) dans le cadre de la composante 3 du PNIA. Le principal objectif de cette composante du PNIA est de contribuer à l'amélioration des revenus et du bien-être des familles d'agriculteurs vivant principalement dans les districts non irrigués, vallonnés et montagneux, arides et côtiers, qui n'ont pas bénéficié du développement économique. Le don du FIDA proposé (1 million de USD sur trois ans) viendra compléter le financement de la composante 3 du PNIA par la Banque mondiale et le Gouvernement indien sur une période de six ans estimé à 73 millions de USD. Ce projet a été mis au point en consultation étroite avec l'ICAR, la Banque mondiale, quatre projets d'investissement financés par le FIDA, des associations d'agriculteurs, des universités agricoles publiques et des ONG. La collaboration envisagée du FIDA avec la Banque mondiale et l'ICAR viendra renforcer la structure du programme national d'innovations et aura un effet multiplicateur sur les résultats de cet important investissement de la Banque mondiale destiné à élargir les possibilités technologiques accessibles aux pauvres.

5. L'appui du FIDA visera principalement à faciliter l'accès à l'expérience internationale et aux meilleures pratiques de façon à accélérer l'adoption et le transfert de technologies visant à accroître les moyens de subsistance des pauvres. À cet effet, différentes organisations des secteurs tant public que privé capables de traiter d'aspects spécifiques des moyens de subsistance seront encouragées à collaborer en formant des partenariats pluridisciplinaires et pluri-institutionnels (consortiums) en vue de résoudre les difficultés auxquelles sont confrontés les pauvres quand il s'agit d'accroître la productivité, la rentabilité et la durabilité des systèmes de production agricole. Ainsi, ces consortiums réuniront des agriculteurs et autres groupes de clients, des prestataires de services agricoles dans les secteurs de la recherche et de la vulgarisation, des centres internationaux de recherche, des sociétés du secteur privé participant à l'approvisionnement en intrants, la transformation et la commercialisation, des ONG, des projets de développement agricole en cours, etc. en vue de résoudre de façon intégrée et globale les difficultés que soulève l'amélioration des moyens de subsistance. Ces objectifs du PNIA et, plus spécifiquement, de la composante 3 sont conformes à celui du Cadre stratégique du FIDA qui est de renforcer l'accès des ruraux pauvres aux technologies agricoles. Il s'inscrit également dans la ligne de la Stratégie régionale du FIDA pour l'Asie et le Pacifique, qui met l'accent sur le développement d'options technologiques à l'intention des petits agriculteurs des régions moins favorisées.

### III. PROGRAMME PROPOSÉ

6. Le principal objectif du don sera d'accélérer le recensement, la validation et la diffusion de technologies agricoles permettant de renforcer la productivité et de conserver les ressources. Les interventions du programme viseront principalement les agriculteurs disposant de peu de ressources et, notamment, les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux, les paysans sans terre, les femmes et les personnes socialement exclues d'un certain nombre de districts défavorisés du pays recensés par la Commission de planification de l'Inde et parmi lesquels figurent également des districts concernés par des projets de financement du FIDA dans ce pays (appendice I). Le programme contribuera à la réalisation du deuxième objectif du Cadre stratégique du FIDA (améliorer l'accès des ruraux pauvres à la technologie) et au premier objectif de sa politique en matière de don (promouvoir les innovations favorables aux pauvres).

7. Le don proposé couvrira une période de trois ans. Durant la première année, l'accent portera sur l'organisation de consortiums dans un certain nombre de districts défavorisés relevant de cadres agro-écologiques différents à des fins de recherche et de mise au point au niveau communautaire, de prototypes de techniques et autres interventions répondant aux besoins prioritaires recensés par les agriculteurs sur la base d'évaluations rurales à caractère participatif, d'enquêtes sur les informations clés, de débats au sein de groupes thématiques et d'évaluations participatives des besoins et des possibilités. Ce processus permettra également de recenser les soutiens spécifiques à rechercher



auprès des institutions internationales sélectionnées. L'adaptation/validation dans les exploitations des technologies sélectionnées s'effectuera à proprement parler lors de la deuxième année, et sera suivie de démonstrations en plusieurs lieux des technologies prometteuses et, notamment, dans les districts parties prenantes aux projets financés par des prêts du FIDA.

#### IV. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

8. Si la nature exacte des intrants que devraient fournir les institutions internationales n'apparaîtra qu'au cours de la phase de préparation, l'expérience passée laisse penser que le don du FIDA sera nécessaire pour financer les coûts afférents au personnel, à l'appui technique et aux activités de renforcement des capacités et notamment la formation, les ateliers et les réunions. Les discussions entre les représentants des centres du GCIAR et des institutions nationales ont permis de recenser les domaines dans lesquels une participation des institutions internationales pourrait apporter une valeur ajoutée:

- apports dans le domaine des sciences sociales (évaluation socioéconomique, analyse politique et institutionnelle, évaluation d'impact, suivi et évaluation, etc.) qui constitue une faiblesse du système national;
- renforcement des capacités dans certains secteurs des sciences sociales et de la vie (instruments, techniques et processus, notamment les approches participatives);
- partage des connaissances s'appuyant sur l'expérience mondiale dans le domaine des sciences sociales et de la vie et renforcement de la compréhension des modèles institutionnels en vue de mettre en relation les petits exploitants et les agro-industries;
- introduction d'innovations originaires d'autres pays en vue de les modifier et de les tester dans les zones des différents consortiums;
- encouragement de la collaboration entre les institutions;
- rôle de catalyseur dans l'accélération de l'évolution technologique en vue d'améliorer les moyens de subsistance des pauvres.

9. Pour ce qui est des domaines d'intervention technologique, les consultations avec l'ICAR et les autres parties prenantes ont fait ressortir les thèmes communs suivants, qui pourraient permettre d'améliorer les moyens de subsistance des pauvres vivant dans différents cadres agro-écologiques:

- l'importance fondamentale de la promotion de technologies et pratiques de gestion permettant une exploitation durable des sols et des ressources en eau;
- une meilleure compréhension et une plus grande valorisation de la dimension sexospécifique des différentes interventions, en vue, en particulier, de réduire les corvées ménagères;
- la diversification des systèmes de production (agroforesterie, horticulture, pêches, élevage, agriculture biologique, activités agricoles hors exploitation, tourisme rural), dans lesquels l'élevage tient un rôle important dans les moyens de subsistance des pauvres et, en particulier, des paysans sans terre;
- un meilleur accès aux marchés et aux modes de commercialisation;

- l'apport d'une valeur ajoutée grâce à des systèmes améliorés de gestion après les récoltes et, notamment, la transformation;
- la nécessité d'améliorer l'efficacité des interventions proposées pour lutter contre les changements climatiques et les nuisibles; et
- la nécessité d'adapter les interventions envisagées en fonction de la demande saisonnière de main-d'œuvre, ainsi que des besoins alimentaires des pauvres.

## V. RÉSULTATS ET RETOMBÉES ESCOMPTÉS

10. Les **résultats escomptés** du programme incluent notamment:

- la mise en place d'un contexte permettant la validation des technologies dans le cadre d'une recherche communautaire et décentralisée faisant appel à la participation des agriculteurs et à l'approche des consortiums;
- l'évaluation participative des besoins technologiques des agriculteurs au niveau des systèmes et pour chacun des sites et la recommandation d'un ensemble de technologies en vue de leur adaptation ou validation;
- l'adoption accélérée de technologies améliorées grâce à la mise en relation avec des organismes de développement et, en particulier, les projets financés par le FIDA; et
- le renforcement des capacités de certaines parties prenantes en matière d'évaluation socio-économique et d'instruments et de techniques d'analyse.

11. Parmi les **retombées** attendues des interventions proposées figurent notamment:

- la participation des pauvres au choix des priorités et des options technologiques grâce à une augmentation des flux d'information et au renforcement des capacités à évaluer les conseils;
- le renforcement des partenariats en vue de la mise au point et de la diffusion de technologies destinées aux zones défavorisées, avec la participation des principales parties prenantes et, notamment, des agriculteurs, du secteur public de la recherche, du secteur privé, des ONG et des agences/projets de développement;
- l'amélioration de l'accès à l'information en vue de réformes politiques dans les secteurs de recherche insuffisamment financés mais d'importance pour les populations tribales pauvres et, notamment, les femmes, comme l'agriculture non irriguée, l'élevage, les systèmes de gestion intégrée, etc.;
- l'augmentation de la disponibilité et l'élargissement de la présentation de technologies améliorées permettant d'accroître la productivité, de réduire les coûts de production, de renforcer l'utilisation durable des ressources naturelles, en particulier la terre et l'eau, et d'améliorer les moyens de subsistance des ménages disposant de peu de ressources; et
- le renforcement des capacités des organes de recherche publics et l'intensification de la collaboration avec le secteur privé dans les domaines de la conception de produits, de l'échange de compétences et du transfert de connaissances au profit des communautés agricoles.

12. Le FIDA pourrait envisager le financement d'une phase ultérieure, sur la base du déroulement satisfaisant du présent projet de don.

## VI. MODALITÉS D'EXÉCUTION

13. L'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) sera, pour ce don, le principal organisme d'exécution. Il assurera la coordination des activités devant être financées dans ce cadre et veillera à la fourniture en temps voulu des apports des institutions internationales participantes, ainsi qu'à la promotion de l'apprentissage interinstitutionnel. L'IRRI possède une longue expérience de la coordination de projets soutenus de l'extérieur similaires faisant intervenir plusieurs centres internationaux et dispose d'une équipe technique solide dans le pays. Les principaux systèmes de gouvernance et de gestion, y compris les procédures d'approbation des propositions entérinées dans le cadre du PNIA pour la mise en œuvre de la composante 3, seront également appliqués au mécanisme d'octroi de dons du FIDA. En conséquence, les informations résumées ci-après qui s'inscrivent dans la ligne du processus défini dans le document d'évaluation prospective du projet du PNIA qui est présenté brièvement à l'appendice II.

14. Le choix des institutions dirigeantes sera fonction des districts visés par le programme. Les institutions couvrant les cadres agro-écologiques des régions du nord-est et de l'est et de celles à faibles précipitations de l'ouest et du centre de l'Inde joueront un rôle important dans la mise au point des propositions initiales, car nombre des districts défavorisés figurant dans la liste de la Commission de planification se trouvent dans les États entrant dans ces cadres agro-écologiques.

15. Il est prévu que les partenaires aux consortiums, qui seront identifiés durant la phase de préparation, seront choisis au sein des institutions publiques, du secteur privé, des ONG et des communautés agricoles représentatives et, notamment, des groupes de producteurs agricoles. Nombre de ces consortiums incluront également des représentants de projets bénéficiant de prêts financés par le FIDA puisque ces projets, qui se situent dans des zones défavorisées, permettront d'accéder directement aux communautés agricoles qui ont été mobilisées pour participer à des activités de développement social et économique. En outre, ces projets pourraient également faciliter l'accès à des sites expérimentaux en exploitation et l'internalisation des interventions réussies.

16. Le mécanisme de don sera supervisé par la Banque mondiale, dans le cadre de son activité normale de supervision du PNIA. Le mécanisme de gouvernance de la mise en œuvre du PNIA est présenté à l'appendice III. Dans le cadre de cette activité, la Banque mondiale assurera également la surveillance de la qualité des intrants fournis par les institutions internationales. Les résultats et recommandations découlant de cette supervision seront mis en commun avec le FIDA. Si nécessaire, le FIDA, en collaboration avec l'ICAR et l'IRRI, enverra sur le terrain des missions chargées de superviser les travaux des différents centres du GCIAR menés dans le cadre des activités financées par le don. Le FIDA et l'ICAR procéderont à un échange de courrier dans le but de définir le rôle de ce dernier (qui est le principal organisme chargé du PNIA) concernant le financement sous forme de dons fournis par le Fonds.

17. L'agent d'exécution transmettra au FIDA un rapport semestriel et un rapport annuel sur les activités financées par le mécanisme de dons. Ce don fera l'objet de deux évaluations importantes menées conjointement par l'ICAR, la Banque mondiale et le FIDA. La première aura lieu au moment de l'examen à mi-parcours et la seconde interviendra vers la fin du projet. Le cadre logique et les indicateurs de suivi sont présentés à l'appendice IV.

## VII. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

18. Le don du FIDA, de 1 million de USD, réparti sur trois ans, viendra s'ajouter au financement sur six ans du coût estimé à 73 millions de USD de la composante 3 (taxes et provisions pour imprévus comprises) par la Banque mondiale et le Gouvernement indien. L'estimation des coûts par la Banque mondiale et le Gouvernement indien est basée sur l'apport d'un soutien d'un montant moyen de 3,6 millions de USD à 20 consortiums couvrant six districts comportant chacun deux blocs. Les activités spécifiques qui devraient être financées par le don du FIDA sont: les coûts en personnel; l'appui technique, y compris les voyages; l'appui au renforcement des capacités, y compris la formation, les ateliers et les réunions non couverts par les contributions de la Banque mondiale et du gouvernement; et les surcoûts administratifs et de gestion de l'IRRI. Toutes les autres activités, qui seront financées dans le cadre du PNIA par la Banque mondiale et le Gouvernement indien, viendront compléter l'investissement opéré par le FIDA dans le cadre du don. Tous les coûts du PNIA qui seront financés par la Banque mondiale et le Gouvernement indien sont présentés à l'appendice IV.

### Coûts indicatifs (trois ans – montant en USD)

Poste budgétaire	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Coordination du don et soutien logistique	50 000	25 000	25 000	100 000
Consultations d'experts et appui technique	250 000	200 000	170 000	620 000
Renforcement des capacités, ateliers compris	100 000	45 000	25 000	170 000
<b>Sous-total</b>	<b>400 000</b>	<b>270 000</b>	<b>220 000</b>	<b>890 000</b>
Frais généraux	35 000	35 000	40 000	110 000
<b>Total</b>	<b>435 000</b>	<b>305 000</b>	<b>260 000</b>	<b>1 000 000</b>

## VIII. RECOMMANDATION

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que, dans le but de financer en partie le Programme d'accélération de l'adoption de techniques agricoles visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural dans les districts défavorisés de l'Inde, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) pour un programme de trois ans, selon des modalités et conditions conformes en substance à celles présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

APPENDIX I

**LIST OF 150 DISADVANTAGED DISTRICTS SELECTED BY THE PLANNING COMMISSION  
GOVERNMENT OF INDIA<sup>a</sup>**

State	Districts
Andhra Pradesh	Adilabad, Mahbubnagar, Rangareddy, Khammam, Warangal, Nalgonda, Anantpur, Cudappah
Arunachal Pradesh	Upper Subansiri
Assam	Kokrajhar, North Cachar Hills, Karbi Anglong, Dhemaji, North Lakhmipur
Bihar	Araria, Vaishali, Gaya Madhubani, Muzaffarpur, Nawadah, Samstipur, Sheohar, Katihar, Jamui, Lakhisarai, Monghyr, Purnea, Supaul, Darbhanga
Chhattisgarh	Bastar, Dantewada, Kanker, Korias, Sarguja, Jaspur, Dhamtari, Raigarh, Bilaspur, Rajnandgaon
Gujarat	Dangs, Dohad, Panch Mahals, Sabarkantha, Narmada, Banaskantha
Haryana	Satyamev Puram
Himachal Pradesh	Chamba
Jammu & Kashmir	Doda, Kupwara
Jharkhand	Saraikela, Singhbhum West, Godda, Simdega, Gumla, Chatra, Garhwa, Palamau, Lalehur, Lohardagga, Dumka, Jamtara, Sehebganj, Pakur
Karnataka	Chitradurga, Davanagere, Bidar
Kerala	Wayanad
Madhya Pradesh	Jhabua, Mandla, Umaria, Shahdol, Barwani, Khargone, Shivpuri, Sidhi, Tikamgarh, Balaghat, Chattarpur, Betul, Khandwa, Seopur, Dhar
Maharashtra	Gadchiroli, Gondya, Chandrapur, Dhule, Nandurbar, Hingoli, Nanded, Aurangabad, Ahemdnagar, Yawatmal, Bhandara
Manipur	Tamenlong
Meghalaya	South Garo Hills
Mizoram	Siaha
Nagaland	Mon
Orissa	Koraput, Malkangiri, Nabarangpur, Rayagada, Mayurbhanj, Sundergarh, Keonjhar, Phulbani, Boudh, Nuapada, Kalahandi, Sambalpur, Ganjam, Deogarh, Jharsuguda, Sonepur, Bolangir, Dhenkanal
Punjab	Hoshiarpur
Rajasthan	Banswara, Dungarpur, Udaipur, Sirohi, Karauli
Sikkim	North Sikkim
Tamil Nadu	Tiruvannamalia, South Arcot/Cuddalore, Villupuram, Nagapattinam
Tripura	Dhalai
Uttaranchal	Champawat, Tehri Garhwal
Uttar Pradesh	Sonabhadra, Unnao, Raebareli, Sitapur, Hardoi, Fatehpur, Lalitpur, Lakhmipur Kheri, Banda, Chitrakoot, Mirzapur, Kusunagar, Mahoba, Hamirpur, Barabanki
West Bengal	Purulia, Malda, West Midnapur, Bankura, West and North Dinajpur, Murshidabad

<sup>a</sup> Based on three criteria: agricultural productivity per worker, agricultural wage rate and scheduled caste and tribe population.

Within these 150 districts, there are large numbers of potentially rewarding research and development opportunities for consortia on livelihood improvement. In order for the NAIP support under this component to be well focused, a procedure has been developed more precisely to identify areas where consortium activities are eligible for funding by means of an integrated livelihood index. The integrated livelihood index is based on six sub-indices, each with a number of relevant parameters. The six sub-indices are:

**Infrastructure index.** This includes the percentage of inhabited villages having different types of communication facilities, the percentage of inhabited villages having poor approach roads, the percentage of villages not linked by roads, the percentage of inhabited villages having post and

## APPENDIX I

telegraph offices and telephone connections, and the percentage of villages having different government development programmes or schemes.

**Agricultural status index.** This includes the per hectare productivity of rice, wheat, pulses, oilseeds, cotton, sugarcane, fruits and vegetables. Other parameters included are the per animal productivity of meat, milk and eggs. Cropping, irrigation and fertilizer intensity are also considered.

**Nutritional status index.** This includes the consumption of rice, wheat, cereals, pulses, eggs, fish, milk and milk products per capita.

**Economic status index.** The parameters are per capita income and the percentage of the population living below the poverty line.

**Health and sanitation status index.** The indicators considered are per capita expenditure on health, water supply, sanitation and family welfare, and the health sector infrastructure in the district.

**Food availability status.** The parameters included are the per capita availability of rice, wheat, pulses, oilseeds, sugarcane, fruits, vegetables, meat, milk and eggs.

## APPENDIX II

**PROPOSED PROCESSING STEPS AND SCORING SYSTEM FOR THE CONSORTIA PROPOSALS  
UNDER COMPONENT 3 OF NAIP AND THE IFAD GRANT FACILITY<sup>a</sup>**

<b>Steps/Activity</b>	<b>Action</b>
Identification of lead institutions	The project implementation unit (PIU) of NAIP, in consultation with partners in the national agricultural research system, is to identify lead institutions to cover key agroecologies in disadvantaged areas and to publicize objectives, the target group, the approach (guiding principles) and the broad areas to be covered under Component 3.
Invitation to form consortia and to develop a concept note	PIU is to invite lead institutions to: (i) identify potential partners of consortia to undertake research in the agroecology area to be covered; (ii) develop a concept note to address the priority needs of farmers identified through a rapid rural appraisal exercise; and (iii) propose the critical inputs needed from selected IARCs that will add value to the proposal and cannot be easily obtained from national partners. Around five proposals to be financed in the first batch through the sponsored research mechanism are to be invited and processed at the same time.
Evaluation of the concept note	Each concept note will be examined by three peer reviewers and the technical advisory group. Each note will be graded as excellent, very good, good, or unsatisfactory in relation to prescribed criteria (see table). The proceedings of the technical advisory group meeting on the concept note will be discussed in the research advisory committee meeting, where the decision on the note's approval or rejection will be taken.
Release of seed money for the development of the full proposal	For approved concept notes, financial support will be made available from NAIP for the development of a full project proposal. This grant may cover the cost of holding a planning workshop, including travel allowances and daily subsistence allowances, the cost of logistic support for project development and the cost of quick pilot studies such as socio-economic assessments to identify the priority needs of farming communities. Seed funds will be released to the institutes of the consortia leaders. IARCs participating in the consortia will be invited to participate in the preparation of the full proposals and, where appropriate, help with socio-economic assessment and the matching of priority needs with the potential technologies to be validated or developed. IFAD grant funds can be used to finance participation by IARCs. A two-day course will be organized for the benefit of consortia leaders to explain in great detail the requirements and the expectations of the full proposals.
The development of full proposals	A project development workshop will be convened by each consortium leader and involve all potential partners, including IARCs. The workshop's objective will be to refine and develop the consortium proposal and delineate the contributions of each partner. In drafting the project proposal, the team will make a critical assessment of the capabilities of each partner, the proposed technical programme and funding requirements. Training needs at various levels will also be assessed. Participants will also be briefed on the structure and goals of NAIP, funding arrangements, monitoring and evaluation indicators, procurement and financial management rules and environmental and social safeguard measures.
The submission of full proposals	Each consortium leader will compile proceedings of the workshop that will include comments and suggestions given by various participants for modification, improvement and strengthening of the proposal. The final version of the proposal in electronic form will be forwarded by the consortium leader to PIU.

<sup>a</sup> Source: Adapted from information contained in Annex 4 of the NAIP Project Appraisal Document.

## APPENDIX II

Steps/Activity	Action
The evaluation and approval of full proposals	<p>Full proposals will be evaluated on their expected socio-economic and environmental impacts, their degree of inclusion of stakeholders and their multiplier or replication potential. The criteria also include the strength of proposals with respect to monitoring and evaluation, the impact assessment framework, knowledge management and capacity-building. A third set of criteria concerns the strength of the partners in the consortia. A fourth set of criteria concerns the scientific merit of the proposals. Here, the Component 3 technical advisory group will look for logic, evidence of the ability to address high-priority problems, innovation, critical gaps and the needs felt. A fifth set of criteria would cover the degree of ownership and control of the strategic research steps by the rural communities concerned (choice of the relevant questions and topics, definition of methodology, the establishment of protocols, the selection of validation criteria and dissemination pathways and the use of results).</p> <p>PIU will scrutinize each proposal with particular reference to the technical programme, its relevance to Component 3 and the reasonability of the demands made and the overlaps, if any, based on the criteria for evaluation, and it will prepare an information note for the research advisory committee meeting. The finance and procurement officer of PIU-NAIP will examine each proposal from his respective angle. PIU will send each full proposal to five peer reviewers (preferably three should be the same reviewers who examined the concept note). The peer reviewers will examine the suitability of the entire proposal on the basis of all the criteria and submit their report within 30 days from the date of receipt of the complete proposal. A team comprising the PIU member concerned, along with at least two members of the Component 3 technical advisory group, may make a site visit to the consortium lead centre. Finally, the national coordinator concerned will prepare a package (including referee reports) for the consideration of the technical advisory group, which will prepare a recommendation for the research advisory committee.</p> <p>Each proposal, along with the package prepared by PIU and the recommendations of the Component 3 technical advisory group, will be discussed by the research advisory committee for approval. The consortia leaders of rejected proposals will be duly informed, and the comments obtained through the review process will be provided. If this concerns the first round, the consortia leaders will be invited to revise and resubmit their proposals for consideration during the second round.</p>



## SCORING SYSTEM FOR CONSORTIA SUBMISSIONS UNDER COMPONENT 3

Item	Weight	Score <sup>a</sup> (out of 10)	Weighted Score
1. Strength of lead institution and the partners (based on a site visit by a designated team)	0.10		
2. Scientific, technological and economic merits of the proposal	0.15		
3. Comprehensiveness of the targets fixed vis-à-vis the benchmarks	0.10		
4. Clarity and quantitative rigor of the benchmark and outcome indicators	0.10		
5. Ex-ante analysis of the likely impact on sociological, environmental and gender equity issues	0.05		
6. Gender equity issues	0.10		
7. Employment-generation, nutritional and income security and stability through diversification and enhancement of factor productivity	0.15		
8. Information and knowledge empowerment and sharing	0.10		
9. Post-project sustainability and horizontal spread of technology and knowledge and results documentation plan	0.05		
10. Relevance and reasonableness of demand for the items under different heads of expenditure and the respective costs	0.05		
11. Participatory development approach	0.05		
<b>Total</b>	<b>1.00</b>		

<sup>a</sup> 1-3 unsatisfactory  
4-6 good  
7-8 very good  
9-10 excellent

### GOVERNANCE MECHANISM FOR NAIP IMPLEMENTATION<sup>a</sup>

NAIP includes a number of committees to oversee and guide the implementation of the project. These will also be applicable to the grant facility as a part of Component 3. Among the committees are:

- **National steering committee.** This committee, to be composed of key stakeholders in the national agricultural research system, will oversee all aspects of NAIP. The committee will set policies and provide guidance to ensure the timely achievement of the main goals of the project.
- **Research programme committee.** The main function of this committee will be to assess and select areas for grant funding for consortia under different components of NAIP, including Component 3.
- **Consortium advisory committees.** Each consortium will include a consortium advisory committee for setting priorities, local-level oversight, monitoring implementation and the approval of modifications in the programme during implementation.

The management of Component 3 will be the responsibility of the following committees and advisory groups:

- **Project management committee.** This committee will have direct executive responsibility for sanctioning proposed NAIP-financed activities and for the overall management of all activities related to NAIP, including monitoring and evaluation. The committee will **ensure** liaison with the subject-matter-related divisions of ICAR. The committee will be supported by PIU.
- **Project implementation unit.** Headed by the national director, PIU will be responsible for the coordination of NAIP and for facilitating NAIP implementation. PIU will include four national coordinators, one for each component. PIU also has experts in administration, finance, procurement, monitoring and evaluation, and social and environmental aspects.
- **Component 3 technical advisory group.** This group will be responsible for facilitating and synthesizing peer reviews of research proposals involving scientific and technical assessment for final consideration by the research programme committee. Group members will participate in the annual workshops and, with help from referees, evaluate consortia proposals to be supported under the component and assist in monitoring the progress and the quality of implementation, especially during mid-term reviews.
- **Consortium implementation committee.** The day-to-day coordination and management of the preparation, **implementation** and monitoring and evaluation of each consortium approved by the research programme committee, endorsed by the project management committee and established under Component 3 will be the responsibility of this committee, which includes representation from all the partners.

---

<sup>a</sup> Adapted from the NAIP Appraisal Report.

## APPENDIX IV

## LOGFRAME

<b>Objective Hierarchy</b>	<b>Key Performance Indicators and Targets</b>	<b>Monitoring Mechanisms and Information Sources</b>	<b>Assumptions and Risks</b>
<b>Overall goal</b>			
Contribute to sustained improvement in the incomes and well-being of poor farm families in the disadvantaged areas of India	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase agricultural innovations by project completion</li> <li>• Total agricultural output in the project districts</li> <li>• Average poverty level</li> <li>• Increased incomes among participating farm households</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and evaluation surveys compared with non-project areas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Overall economic and social situation remains stable</li> <li>• Government increases public investment in agriculture and introduces policy reforms to encourage private-sector participation in agricultural development</li> </ul>
<b>Purpose (Component 3 development objective)</b>			
Sustainable improvements in the livelihoods and food security of rural poor farmers in selected districts in the disadvantaged areas	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of empowered farmer groups engaged in identifying and implementing collaborative research</li> <li>• Number of technologies jointly tested and disseminated by consortia partners, including the target farmer groups</li> <li>• Increased production among participating farm households</li> <li>• Number of poor small farmers achieving food security</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project monitoring reports</li> <li>• IFAD-World Bank supervision reports, including assessment of: (a) progress of the consortia approach in involving IARCs and the target farmer groups; and (b) effectiveness of the technologies promoted in improving the livelihoods of the poor</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsibilities fully devolved to consortia by ICAR</li> <li>• Participating leading and partner public institutions show commitment to participatory approaches that empower poor farming communities and encourage participation by NGOs and the private sector</li> </ul>

## APPENDIX IV

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators and Targets	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions and Risks
<b>Component 3 outputs</b>			
<b>Output 1:</b> Successful facilitation of an enabling environment for the validation and dissemination of technologies through community-based decentralized farmer participatory research using the consortia approach and the participation of IARCs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation of researchers in consortia in technology identification and validation with farmers and community-based organizations in selected sites</li> <li>• Changed attitudes and perceptions among public-sector research leaders and managers regarding partnership with farmers, NGOs and the private sector</li> <li>• Number of partnerships in place involving all the stakeholders</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Progress reports and annual planning workshops</li> <li>• World Bank-IFAD supervision mission reports</li> <li>• Attitude survey among leaders research and managers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The availability of active community-based organizations, NGOs and private-sector organizations at the project sites involved in agriculture</li> </ul>
<b>Output 2:</b> Participatory assessment of farmer demands for technologies at the systems level for each site and a package of technologies recommended for adaptation or validation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participatory rural appraisals and other participatory techniques applied with multidisciplinary teams and supporting documents prepared and disseminated for future reference and capacity-building</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project progress reports</li> <li>• Guidelines and other supporting materials</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local communities provide full cooperation</li> <li>• Researchers and other development partners are committed to working in disadvantaged areas</li> </ul>
<b>Output 3:</b> Adoption of improved technologies are facilitated through linkages with development agencies, including IFAD loan projects	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A minimum of two technologies adopted by at least 30% of farmers in the loan project districts included</li> <li>• Extent of spread of recommended technologies beyond pilot sites</li> <li>• The socially marginalized, including women and the landless, benefit from the increase in production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and end-of-project impact evaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sufficient quality resources are allocated by each consortium and NAIP to establish the baseline and evaluate impact</li> </ul>

## APPENDIX IV

<b>Objective Hierarchy</b>	<b>Key Performance Indicators and Targets</b>	<b>Monitoring Mechanisms and Information Sources</b>	<b>Assumptions and Risks</b>
<b>Output 4:</b> Enhanced capacity in public research institutions in socio-economic assessment using participatory tools and techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of training sessions and workshops held</li> <li>• Number of national agricultural research system collaborators allocating increased resources to socio-economic work</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project progress report and end-of-project report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Skilled personnel in the social sciences are available and retained within the public research system</li> </ul>

**PROJECT COSTS**  
**INDIA: NATIONAL AGRICULTURAL INNOVATION PROJECT**  
**(US\$ million)**

<b>Project Costs by Component and Subcomponent</b>	<b>Local</b>	<b>Foreign</b>	<b>Total</b>
<b>A. Strengthening ICAR</b>			
1. Information, communication and dissemination system	14.67	1.48	16.15
2. Business planning and development	7.41	1.46	8.87
3. Learning and capacity-building	1.88	1.84	3.72
4. Strengthening the national agricultural research system in policy and gender analysis	2.92	0.16	3.08
5. Remodelling the financial and procurement system	3.14	0.13	3.27
6. The project implementation unit	5.20	0.26	5.46
<b>Subtotal</b>	<b>35.22</b>	<b>5.33</b>	<b>40.55</b>
<b>B. Sustainable improvement in the value chain</b>	<b>63.60</b>	<b>2.21</b>	<b>65.81</b>
<b>C. Collaborative research for livelihood improvement</b>	<b>62.86</b>	<b>0.70</b>	<b>63.56</b>
<b>D. Basic and strategic research</b>	<b>41.17</b>	<b>8.77</b>	<b>49.94</b>
<b>Total baseline costs</b>	<b>202.85</b>	<b>17.01</b>	<b>219.86</b>
Physical contingencies	0.82	0.03	0.85
Price contingencies	28.08	1.21	29.29
<b>Total project costs<sup>a</sup></b>	<b>231.75</b>	<b>18.25</b>	<b>250.00</b>
<b>Total financing required</b>	<b>181.75</b>	<b>18.25</b>	<b>200.00</b>

<sup>a</sup> Identifiable taxes and duties are US\$2.5 million, and the total project cost, net of taxes, is US\$247.5 million.